

<https://www.pressegauche.org/Reaction-de-la-CSQ-a-la-mise-a-jour-economique-Une-mise-a-jour-aux-effluves>



Réaction de la CSQ à la mise à jour économique - Une mise à jour aux effluves électorales

- Communiqués -



Date de mise en ligne : jeudi 25 novembre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 25 nov. 2021 - La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) accueille favorablement certains investissements annoncés dans la mise à jour économique, mais déplore qu'une large part des initiatives présentées aujourd'hui soient temporaires et offrent des solutions mal adaptées à des enjeux bien réels.

« Il est très clair que le gouvernement dispose des ressources nécessaires pour aider concrètement les travailleuses et travailleurs des réseaux de l'éducation, de la petite enfance et de la santé. On ne peut pas nier que cette mise à jour met beaucoup d'argent sur la table, mais le gouvernement a fait le choix de mesures éphémères. Impossible de ne pas y voir un lien avec le fait que nous soyons en année électorale », de réagir le président de la Centrale, Éric Gingras.

Bourses d'études ciblées

Le gouvernement versera des bourses d'études comme incitatifs financiers pour pallier la rareté de main-d'oeuvre dans des secteurs ciblés, pour certaines professions ciblées.

« Ça commence à faire beaucoup de ciblage. Injecter de l'argent pour former de la main-d'oeuvre là où les besoins sont criants, on ne peut évidemment pas être contre, mais ça ne règle pas le problème », lance le leader syndical.

« Soyons clairs : il faut des mesures qui permettent d'offrir réellement de meilleures conditions de travail dans les secteurs névralgiques. Parce que, même si le fait de recevoir un chèque est attirant, ce n'est pas structurant. Il faut agir sur le noeud du problème : les conditions de travail. »

La Centrale déplore que rien ne soit prévu pour la formation professionnelle (FP). Pourtant, les programmes d'études et de formation pour les préposées et préposés aux bénéficiaires et les infirmières auxiliaires relèvent de la FP, ainsi que la presque totalité des programmes en construction.

Crédit d'impôt pour frais de garde : pas la bonne solution !

Concernant la bonification du crédit d'impôt pour frais de garde, la CSQ comprend le souci d'équité financière entre les parents qui anime le gouvernement, mais maintient que le moyen choisi n'est pas le bon, car il faut aussi miser sur la qualité.

« Nous réitérons que le gouvernement doit accélérer grandement le rythme de conversion des garderies privées pour faire un réseau 100 % public de places en CPE et milieux familiaux régis et subventionnés », insiste Éric Gingras.

Quant à la création de 37 000 nouvelles places en petite enfance, il ne fait aucun doute que le gouvernement dispose des marges de manoeuvre financières pour améliorer les conditions de travail de l'ensemble du personnel afin de s'assurer d'attirer la main-d'oeuvre pour s'occuper de nos tout-petits.

Aides financières temporaires

Réaction de la CSQ à la mise à jour économique - Une mise à jour aux effluves électorales

La Centrale réitère qu'une des meilleures façons d'aider les ménages à bas revenus à faire face à la hausse des prix serait d'augmenter substantiellement le salaire minimum.

La mise à jour comporte aussi des aides financières temporaires qui pourront tout de même apporter un léger répit à court terme, notamment aux ménages à faibles revenus et aux personnes âgées. Mais il aurait été de loin préférable de bonifier le crédit d'impôt pour la solidarité et le soutien aux aînés à faible revenu de façon permanente.

La Centrale accueille favorablement le maintien de la stratégie d'un retour prudent et progressif à l'équilibre budgétaire pour 2027-2028.